

Question d'Europe

n°646

7 novembre 2022

De quoi le Président Poutine a-t-il peur ?

FRANCISCO JUAN GÓMEZ
MARTOS

Face à la brutale et injustifiée agression militaire de la Russie de Poutine contre l'Ukraine, l'immense majorité des citoyens européens a réalisé ce qui paraissait jusqu'alors peu probable : la possibilité d'une guerre en Europe[1]. Une guerre cruelle et dévastatrice tant au niveau matériel que moral, une guerre d'occupation d'un pays souverain et d'un peuple libre. Indubitablement, l'agresseur devra rendre compte de ses crimes devant la communauté internationale et rien ne sera oublié.

L'Union européenne assiste perplexe mais unie et solidaire au combat héroïque du peuple ukrainien qui défend vaillamment son indépendance et sa liberté qui est aussi la nôtre. La frontière entre la civilisation occidentale, basée sur les valeurs et le respect des droits de l'Homme, et les régimes autoritaires, qui piétinent la dignité de leurs citoyens, a été franchie dans le sang des victimes, dont beaucoup sont des civils. L'Union européenne, en tant qu'acteur global, est confrontée à ses limites essayant de freiner l'hideuse logique de la guerre contre laquelle elle s'est construite il y a 72 ans.

L'Ukraine paye un prix extrêmement élevé pour sa liberté. N'étant pas membre de l'Union européenne, elle lutte pour la préservation de notre socle de valeurs et du projet européen. Les députés européens l'ont reconnu dans la résolution votée le 1er mars dernier où ils demandent d'accorder à l'Ukraine le statut de pays candidat à l'Union. Ce geste symbolique est bienvenu, attendu et justifié non seulement sur le plan émotionnel mais aussi rationnel : l'Ukraine est un pays à fort potentiel, économique et humain

capable de redonner un nouvel élan au processus d'intégration européenne. Le 23 juin dernier, le Conseil européen a avalisé cette demande.

Plus de huit mois après le début de l'agression russe, il est encore plus difficile de deviner les intentions finales du Président russe. Au début de l'invasion, il voulait rétablir « l'empire d'antan » et asseoir son pouvoir absolu sur l'Ukraine, qui représente une pièce essentielle dans son plan.

Aujourd'hui, face à la difficulté d'atteindre ses objectifs politiques et militaires, Poutine brandit la menace de l'usage de l'arme nucléaire tactique. Cela peut être interprété comme un aveu d'impuissance pour gagner la guerre conventionnelle. En fait, l'armée russe a mis en évidence ses carences au niveau de la préparation, de la capacité de renseignement, ainsi que de la logistique. En plus, le moral au combat s'avère extrêmement bas. Selon certains analystes américains, la Russie, tellement fière de son potentiel militaire, détient une armée du tiers monde. Personne ne doute de sa capacité de destruction et de sa puissance de feu. Il est criminel de l'employer contre la population et les infrastructures civiles. La Russie reste fidèle à sa doctrine militaire traditionnelle, qui s'appuie sur les valeurs éthiques reprises dans les conventions internationales.

Toutefois, au delà des considérations d'ordre politique, économique ou psychologique qui peuvent éclairer les origines de cette guerre, il y a des faits qu'il convient de rappeler. Ils ont une incidence indéniable sur le destin de l'Ukraine et sur l'architecture de sécurité européenne.

[1] Ce texte a été originellement publié dans le "Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2022", éditions Marie B, mai 2022. Il a été actualisé.

De quoi le Président Poutine a-t-il peur ?

Premier point : les enjeux liés à la rivalité entre les États-Unis et la Russie concernant la suprématie militaire sur le théâtre européen influencent certes la crise ukrainienne, mais ne me semblent pas être la cause primaire de la guerre artificielle provoquée par Vladimir Poutine. Aucun État démocratique ne peut remettre en cause le droit d'un autre État à décider librement de ses alliances économiques ou militaires, ni même oser le menacer par la force pour dicter ses choix et ses intérêts. Mais la perception de la Russie de Poutine est très différente : en tant qu'État autocratique, elle a perçu l'élargissement de l'OTAN, le déploiement des systèmes anti-missiles aux frontières polonaise et roumaine et surtout l'accord d'association UE-Ukraine (rejetant l'offre russe d'intégrer l'Union économique eurasiennne dirigée par la Russie) comme une menace pour son intégrité ou, du moins, comme une grande humiliation.

Cette perception russe a été accentuée par la décision américaine de se retirer en 2001 du Traité antimissile balistique (ABM ou ABMT) (1972-2002) entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique. C'était la première fois dans l'histoire récente que les États-Unis se retireraient d'un important traité international sur les armes. En réponse à ce retrait, le président russe a justifié la création de nouvelles armes stratégiques. De leur côté, les États-Unis considèrent que la Russie a développé des systèmes d'armes déstabilisants depuis plus d'une quinzaine d'années, en violation directe avec ses obligations en vertu du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Deuxième point : l'échec de la planification militaire et la blessure morale pour l'Occident (États-Unis et OTAN) découlant de l'opération du retrait de l'Afghanistan, prouvant la faiblesse indiscutable des Alliés, a sans doute encouragé Poutine à aller de l'avant avec ses ambitions en Ukraine. La combinaison du prix élevé du gaz, suite à la reprise économique, et la forte dépendance de l'Union européenne au gaz russe ont fourni à Poutine un puissant argument supplémentaire pour risquer une aventure militaire grâce à une réserve de 600 milliards de devises qui lui permettraient, surtout avec l'appui financier de la Chine, de contourner les sanctions financières de l'Occident.

Dans ce contexte, le président russe a renoué avec la tradition de l'empire soviétique militarisé qui vendait « la peur », par le biais d'une armée surdimensionnée, modernisée et fortement renforcée depuis son arrivée au pouvoir le 31 décembre 1999. Connaissant son parcours d'agent du KGB, il n'y a rien d'étonnant à ce que le complexe militaro-sécuritaire et techno-industriel qui l'entoure jouisse d'une attention particulière.

Grâce à lui, la Russie a maximisé efficacement son influence internationale en s'appuyant essentiellement sur sa puissance militaire. En fait, le pays tente de redevenir un acteur global de premier rang (l'ancien président Barack Obama avait parlé de la Russie comme d'une « puissance régionale ») ayant remporté plusieurs succès indiscutables comme, par exemple, dans le conflit syrien. Vladimir Poutine a assuré efficacement le rôle de gendarme dans le Caucase du Sud (guerre Arménie-Azerbaïdjan) et en Asie centrale (révolte citoyenne au Kazakhstan).

Cette capacité d'influence retrouvée satisfait les ambitions de la Russie en tant que superpuissance, redore le blason de « l'empire éclaté » et redonne leur fierté aux citoyens russes. La capacité de nuisance de la Russie de Poutine a, par ailleurs, été largement mise en œuvre dans le voisinage de l'Union européenne et en Afrique (déploiement des mercenaires de Wagner), jouant les trouble makers pour affaiblir la perspective européenne dans les Balkans occidentaux (encouragement du nationalisme et du réarmement de la Serbie) et les intérêts géopolitiques de l'Union européenne et de ses États membres. Les exemples sont légion.

Néanmoins, huit mois après l'agression, on constate que le président Poutine n'avait pas bien mesuré la réponse catégorique de l'OTAN à l'invasion de l'Ukraine. Au contraire, Poutine a même « réussi » à consolider le rôle de pilier sécuritaire de l'OTAN et fortifier son périmètre d'action. En effet, La Suède et la Finlande, deux pays traditionnellement réticents à rejoindre cette organisation politico-militaire à caractère défensif, ont demandé à y adhérer, ce qui a été entériné lors du sommet de l'OTAN de Madrid en juin dernier. La solidarité politique, économique et militaire de la grande majorité

des pays de l'Alliance atlantique a fortement multiplié l'efficacité militaire de l'armée ukrainienne. La Turquie du président Erdogan joue un rôle ambigu pratiquant une approche mercantiliste.

Troisième point : contrairement à l'Union européenne qui est considérée comme un géant économique mais un nain politique, la Russie actuelle n'a ni les moyens démographiques, ni économiques de ses ambitions comme superpuissance du XXI^e siècle. Son économie a une masse critique relativement limitée par rapport à ses rivaux stratégiques, les États-Unis et la Chine : même ses performances pâlisent face aux grandes économies européennes. La Russie est un pays en déclin démographique (sa population est équivalente à celles de l'Allemagne et de la France réunies), son Revenu National Brut (RNB) en dollars courants est inférieur à celui de l'Italie et quatre fois inférieur à celui de l'ensemble Allemagne-France ! En dépit de ses grandes richesses en énergies fossiles, matières premières minérales et céréales, ses exportations sont peu diversifiées et dépendent de l'évolution des cours des marchés internationaux. En outre, selon des études récentes[2], les inégalités dans la distribution du revenu et de la richesse nationale atteignent des seuils très élevés qui font de la Russie l'un des pays les plus polarisés au monde. En cas de conflit durable, cela pourrait menacer la stabilité sociale du régime. En fait, 50 % de la population russe ne dispose que de 17 % du revenu et son revenu moyen annuel (7 700 €) est quatorze fois inférieur à celui des 10 % de la population plus aisée (104 600 €). Ce segment privilégié de la population russe obtient presque la moitié du revenu national annuel et s'approprie 74 % de la richesse du pays. Notons que ces paramètres d'inégalité sociale sont pratiquement semblables à ceux qui existaient au début du XX^e siècle sous le régime du tsar, avant la révolution soviétique.

Par ailleurs, huit mois après l'invasion russe de l'Ukraine, les nombreuses sanctions économiques et financières adoptées par l'Occident commencent à porter leurs fruits sur les approvisionnements en missiles et avions de combat de l'armée russe, faute de semi-conducteurs fournis préalablement par les pays occidentaux. Une grande majorité d'experts pensent que si les sanctions persistent à moyen terme, elles auront un

impact indéniable sur la performance industrielle et technologique de l'économie russe. À titre d'exemple, les puces électroniques nécessaires pour les technologies militaires de pointe et fournies par la Chine à la Russie sont de qualité inférieure à celles produites en Occident.

Faute d'approvisionnements, la Russie a dû faire appel aux drones suicides de longue portée iraniens en flagrante violation de la résolution n°2231 du Conseil de Sécurité des Nations unies, que la Russie elle-même avait adopté. Un exemple de plus du manque de « cohérence onusienne » et du peu de respect du droit international par la Russie du président Poutine.

Quatrième point : en tant qu'autocrate, Vladimir Poutine se sent menacé par le système de démocratie libérale de l'Union européenne, qui est aux antipodes de sa méthode de gouvernement.

En matière de défense, il s'est attaché à humilier les institutions européennes, à semer la division au sein de l'Union et à déstabiliser certains États membres avec sa filière de cyber-attaques et de désinformation.

Il est évident que la transparence et l'État de droit, qui constituent les piliers de la démocratie, représentent une menace de premier ordre pour Vladimir Poutine et son entourage. Ils s'attellent donc à les neutraliser à l'aide de la répression doublée d'une efficace propagande (selon Transparency International, la Russie occupe en 2021 la 129^e place des 180 pays classés). Poutine fait un recours permanent à la dissimulation et au mensonge. Il n'a pas épargné le Président Macron qui a montré beaucoup de détermination et de patience dans ses efforts diplomatiques afin d'éviter la guerre. Face à un Poutine qui essaie de justifier son agression de l'Ukraine par la nécessité de « dénazifier » les élites ukrainiennes, il devient légitime de parler de la nécessaire « dépoutinisation » de la Russie. Un objectif de grande envergure.

Dans ce contexte, il faudrait souligner la force manipulatrice de la propagande russe qui fait que la plupart des Russes soutiennent l'opération militaire de Poutine croyant que la Russie est attaquée non seulement par les « hordes » du président Zelensky, mais aussi par l'OTAN et le monde occidental en général.

[2] World Inequality Report 2022

De quoi le Président Poutine a-t-il peur ?

Quant à l'aspect historico-culturel – selon le président Poutine - l'Occident est pourri et seul le monde slave, avec le soutien des Eglises orthodoxes, peut sauver le monde de la catastrophe morale. Ainsi Poutine défend les valeurs auxquelles il semble croire avec des méthodes d'un barbare. Cette combinaison tout à fait explosive lui donne la force pour agir contre la loi selon ses désirs.

Cinquième point : « l'eupéanisation » de l'Ukraine depuis la révolution de Maïdan est un cauchemar pour la Russie. En effet, l'Ukraine de 2014 diffère largement de l'Ukraine actuelle. Et la révolte populaire en faveur de la démocratie de l'été dernier en Biélorussie contre le dictateur.

Loukachenko n'a fait que multiplier les craintes d'une éventuelle contagion. Dans ce contexte, il est important de rappeler que la Russie de Poutine a trahi l'Ukraine, et les Ukrainiens ne l'oublient pas.

En 1994, suite au mémorandum de Budapest, l'Ukraine, déjà indépendante, avait livré à la Russie toutes ses armes nucléaires (220 véhicules porteurs de missiles nucléaires, dont 176 missiles intercontinentaux avec 1 240 têtes nucléaires et 44 bombardiers équipés avec plus de 1 000 missiles nucléaires de longue portée). L'Ukraine signa en même temps le Traité de non prolifération nucléaire en échange de garanties internationales d'intégrité territoriale et de sécurité. En février 2014, Vladimir Poutine a bafoué ces garanties avec l'occupation militaire et l'annexion de la Crimée. Cette trahison n'a pas été suffisamment sanctionnée par la communauté internationale et reste figée dans la mémoire collective ukrainienne

Enfin, dernier point : face à l'imperturbable ascension de la Chine, les territoires asiatiques de la Russie risquent de devenir peau de chagrin. La pression démographique et économique de la Chine en Sibérie orientale est un fait.

Les chiffres sont parlants : d'un côté de la frontière, 7 millions de Russes contre plus de 110 millions de Chinois de l'autre côté. Au-delà de la coopération énergétique, secteur prioritaire évident pour les deux pays avec la construction de nouveaux gazoducs pour l'approvisionnement de la Chine en gaz russe, la Russie traîne pour construire les infrastructures notamment

les ponts nécessaires pour relier le chemin de fer et la population des villes frontalières en Extrême-Orient.

Il y a certes une solide alliance conjoncturelle, qui depuis la déclaration commune signée par les deux pays en février dernier est devenue « une association sans limites », entre la Chine et la Russie pour expulser l'Occident, en particulier les États-Unis, d'Asie centrale et de l'Asie du sud-est. Cette étroite entente idéologique vise également à affaiblir l'influence du modèle occidental de démocratie libérale en Afrique et Amérique latine. Dans ce contexte, et dans la perspective taïwanaise, la Chine observe avec attention la réaction de la communauté internationale à l'agression russe sur l'Ukraine. Le concept de l'empire est ancré dans la psychologie collective de la Chine en tant qu'élément identitaire essentiel de son caractère national. C'est aussi le cas de la Russie qui, comme le décrivait Ryszard Kapuscinski, est « un immense pays habité par un peuple qui pendant des siècles fut animé et unifié par l'ambition impériale ». Ceci explique, dans une certaine mesure, la popularité résiduelle du régime autoritaire du président russe malgré les faibles performances économiques et la dégradation des conditions matérielles d'une grande majorité de la société russe.

La Russie n'a aucune chance de l'emporter sur la Chine dans les domaines économiques et commerciaux et sa faiblesse démographique accentue son , alliance. Rappelons la pensée de Mao Zedong, qui sur les conflits frontaliers avec la Russie affirmait en 1964 que pendant la période tsariste, la Chine avait cédé plus de territoire à la Russie qu'à tout autre pays impérialiste, déclarant que « cette liste est trop longue et nous n'avons pas encore présenté l'addition pour cela ». Malgré l'actuel mariage de raison et une syntonie dans la défense d'intérêts réciproques face à l'Occident, les Chinois ont une longue mémoire et ils pourront se rappeler un jour cette phrase de Mao.

Au vu de tous ces faits, la menace qui pèse sur l'Ukraine est largement motivée par la peur du modèle européen et de ses valeurs. Vladimir Poutine craint bien davantage la contagion démocratique en Ukraine que les missiles de l'OTAN.

Face à l'agression russe sur l'Ukraine, l'Europe se doit de rester unie et décomplexée et de ne pas céder aux chantages de la Russie. Tout au long de ces huit mois, l'Union européenne a fait preuve de résilience afin d'endurer les coûts économiques et sociaux étroitement liés à la guerre provoquée par Poutine. Il utilise la forte dépendance européenne de l'énergie (gaz et pétrole) comme arme de guerre.

Une forte inflation et une récession plus que probable, dont la durée n'est pas prévisible, sont le prix fort à payer par les petites et moyennes entreprises européennes et une grande partie de la population européenne. À l'origine de cet état des choses, il y a des décisions stratégiques erronées adoptées unilatéralement par certains pays de l'Union, il y a vingt ans, sans concertation ni consultation préalable. Le Parlement européen avait tiré la sonnette d'alarme en septembre 2007 sur les risques potentiels liés à la dépendance énergétique et son usage comme arme de pression. Il demandait au Conseil européen la

mise en place d'une politique étrangère commune sur l'énergie. Malheureusement ses propositions n'ont pas été entendues.

Le jour où l'Europe combinera sa puissance économique et l'attractivité démocratique de son modèle avec une autonomie stratégique, elle sera imbattable. L'agression russe en Ukraine nous rappelle avec urgence qu'une Politique étrangère et de sécurité commune, incluant notamment le domaine de l'énergie, et épaulée par une défense commune digne de ce nom, n'est plus une option, c'est une nécessité pour préserver les acquis du modèle européen, voire sa survie.

Francisco Juan GÓMEZ MARTOS,

Docteur en Sciences politiques, économiste et ancien fonctionnaire de l'Union européenne

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.